

Mémoire

Arménie

Commémoration du génocide arménien.

Vladimir Poutine et François Hollande sont les deux seuls grands chefs d'Etat à participer, à Erevan, aux cérémonies du centenaire du génocide arménien.

Il y a cent ans, entre 1915 et 1917, un million et demi d'Arméniens ont été méthodiquement massacrés par les Turcs ottomans, soit les deux tiers de la communauté arménienne de l'empire.

Ce premier génocide du XX^e siècle n'est toujours pas reconnu par la Turquie moderne, même si un premier pas a été effectué l'année dernière. L'actuel président turc, l'islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan avait ainsi présenté les condoléances de son pays aux petits-enfants des Arméniens tués.

François Hollande s'est ainsi adressé aux autorités turques depuis Erevan pour rappeler que si des «mots importants (...) ont été prononcés, d'autres sont encore attendus pour que le partage du chagrin puisse devenir le partage du destin».

J. H.

Responsable et coupable

L'Union européenne crée l'immigration qu'elle réprime



Bombes

Syrie

Regain de tensions entre Israël, la Syrie et le Hezbollah.

En moins d'une semaine, Tsahal a mené trois raids meurtriers contre des bases de missiles contrôlées par les hommes de Bachar al-Assad et contre des convois syriens alimentant en armes le Hezbollah.

L'Etat hébreu se montre très discret même si, en cinq jours, il y a eu autant de raids qu'en 2014. Aucune revendication de ces faits d'armes n'a été faite par Tel Aviv, qui souhaite éviter l'embrassement de la région, mais reste déterminé à empêcher le Hezbollah de s'armer.

Afin d'éviter toute provocation, une campagne de communication officielle est en cours depuis lundi: ces bombardements seraient le fait de Jabat al Nustra, la branche syrienne d'Al-Qaïda.

J. H.

L'Europe se lance au secours des réfugiés, en déclarant la guerre aux passeurs.

En 2014, plus de 500 réfugiés avaient péri dans le golfe du Bengale. La même année, près de 300 réfugiés sont morts en tentant de passer la frontière des Etats-Unis depuis le Mexique et quelque 260 personnes ont péri au large des côtes de la Corne de l'Afrique infestées de terroristes-pirates.

Et, toujours sur les douze mois de 2014, l'on a compté 3.279 réfugiés ayant perdu la vie en tentant de traverser la Méditerranée pour gagner l'Europe. Cette année, en quatre mois à peine, l'on dénombre déjà près de 1.700 morts – plus de 900 rien que pour le mois d'avril. Les dirigeants de l'Union européenne, qui font mine d'être pris au dépourvu face à l'«ampleur de la catastrophe», avaient pourtant décidé, en âme et conscience,

non seulement de limiter leur opération de surveillance Triton, mais aussi de pousser l'Italie à mettre fin à Mare Nostrum, une initiative plus étendue et plus humanitaire, qui avait sauvé plus de 100.000 êtres humains d'une mort certaine.

C'est ainsi que l'Europe, qui s'indigne aujourd'hui de la catastrophe humanitaire, qui organise des «sommets extraordinaires» et qui déclare vouloir «sauver les vies», cette Europe-là est la même que celle qui, en même temps, intègre délibérément la mort de ces êtres humains, frappés par la guerre, les persécutions et la pauvreté, dans sa «politique» de contrôle de l'immigration. L'Europe qui fait la morale au monde avec des concepts tels que «le droit d'ingérence», est cette même Europe qui, n'ayant qu'un chiffre (5.000 immigrants) tenant lieu de politique de l'immigration, verse dans le «massacre passif volontaire» et le «crime contre l'humanitaire» (et cela sans parler de l'Europe des «murailles» dans les enclaves de Melilla et de Ceuta).

Parfois, le fossé entre ce qui est «dit» et ce qui est «fait» devient à ce point béant que le terme «hypocrisie» ne relève plus du jugement mais du constat.

Aussi ce gouffre oblige-t-il l'UE à tordre le sens des mots. C'est cela qui permet aux dirigeants de l'UE de répondre aux graves questions morales que pose ce mois d'avril meurtrier par plus de répression, plus d'opérations de police, plus de frappes militaires... et plus encore de contorsions linguistiques.

«Sauver des vies de gens innocents est la priorité numéro un», déclare le président du Conseil européen au sortir du «Sommet extraordinaire» du 23 avril, avant de préciser: «Mais sauver des vies n'est pas uniquement venir au secours des personnes en mer. Il s'agit aussi d'arrêter les passeurs et de lutter contre la migration illégale.» Le communiqué du même sommet confirme: «Les dirigeants de l'UE ont chargé

Federica Mogherini, la haute représentante aux Affaires étrangères et à la Politique de sécurité, de détruire les vaisseaux des contrebandiers avant qu'ils ne puissent être utilisés.» Et, en attendant que ces actes de guerre, à mener «conformément au droit international», reçoivent l'aval du Conseil de sécurité, l'UE affirme sa volonté de renforcer Triton par des navires et des avions militaires afin de «limiter l'afflux» et de «s'attaquer à la cause de l'immigration illégale».

Responsabilité

Ce n'est qu'en toute fin de déclaration qu'il est proposé d'«offrir plus de protection aux réfugiés issus de régions en conflit» – mais cette «volonté» se dilue dans la dernière phrase du communiqué: «Les dirigeants de l'UE reviendront sur la problématique lors du Conseil européen de juin.»

L'Europe annonce donc qu'en guise de «secours» aux réfugiés qui sont en train de se noyer en mer, elle déclare la guerre aux passeurs et renforce sa forteresse. Imaginez la victime d'une agression, lorsqu'elle arrive à l'hôpital, qui voit le médecin saisir un Kalachnikov et se précipiter à la poursuite de l'agresseur – et ça, dit-il, pour vous «sauver la vie». Le plus grave, toutefois, est que, dans ce cas, les médecins sont en plus les agresseurs.

D'abord, à un niveau superficiel, l'Europe est créateur de sa propre «immigration illégale», puisqu'elle se refuse à se doter d'une politique d'immigration digne de ce nom intégrant un mécanisme clair d'«immigration légale».

Mais la responsabilité européenne dans cette tragédie est plus profonde. La destruction d'une région – qu'elle soit militaire ou économique – crée, tout logiquement, à la fois des réfugiés et des «terroristes», la peur de périr générant des comportements de fuite et d'attaque. C'est ainsi qu'au premier rang des destructeurs de pays

en Afrique et au Moyen-Orient – notamment l'Irak dès le début des années 1990, la Libye plus récemment, la Syrie par l'action combinée des deux précédents, la Palestine... sans compter la destruction du développement économique par l'imposition inconsiderée du maintien de la dépendance de populations entières à des structures néocoloniales par le biais des dogmes de la «mondialisation» et du «libre échange» –, l'Europe se fait productrice nette de pauvreté, de désespoir, et donc de réfugiés et de terrorisme dans les anciennes colonies de ces régions du monde.

Pour éclairer cette triste réalité, deux citations. La première est du journaliste britannique John Wight: «Ces migrants qui se noient reflètent la noyade de l'autorité morale de ceux qui se réclament du progrès alors qu'ils sont debout sur les ossements des millions de personnes qui ont péri ou qui ont vu leur vie réduite à un désespoir sans fin (...), victimes de ceux qui, en Occident, perçoivent le monde comme un échiquier sur lequel les peuples et les sociétés sont déplacés et supprimés selon leur bon vouloir.»

L'autre est de l'agriculteur malien, Ibrahim Coulibaly, cité dans *Le Jeudi* en décembre 2014, qui fait le lien entre le désarroi économique et les conflits. «Face à une pauvreté sans réponse, les jeunes seront inévitablement poussés à trouver eux-mêmes une solution. Ils tenteront leur chance dans les villes d'abord et ensuite en Europe. Refoulés, ils seront récupérés par les groupes terroristes du Sabel – au Mali, en Libye, dans le Sud algérien, en Mauritanie, au Niger, au Tchad, au Nigeria. Cette tendance est déjà très actuelle. On aura donc des armées de jeunes gens à qui on a refusé l'éducation, la santé et l'accès à un travail digne, qui vont prendre les armes au nom de l'islam – qui ne sera qu'un prétexte, puisque le problème au départ n'a rien à voir avec la religion.»

DAVID BROMAN

LABORATOIRES RÉUNIS

CENTRE DE PRISES DE SANG

L-3270 BETTEMBOURG

9, rue de Peppange

lundi - samedi 7h00 - 10h00

Tél. 780 290 - 1 • www.labo.lu

